

# EMPLOI, CHÔMAGE, POPULATION ACTIVE :

## bilan de l'année 2014

En 2014, dans un contexte de faible croissance économique et de gains de productivité limités, le nombre de personnes en emploi a progressé de 41 000 en France métropolitaine. La hausse du nombre de non-salariés et de l'emploi salarié tertiaire non marchand a compensé le recul de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles (-45 000). Ce recul a été particulièrement marqué dans la construction avec 58 000 emplois détruits, dont 13 000 d'intérimaires. Le nombre d'emplois aidés en fin d'année a augmenté de 75 000, contribuant à la hausse de l'emploi total.

Entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2013 et 2014, le taux de chômage a augmenté de 0,4 point en métropole, en nette hausse chez les hommes et stable pour les femmes.

Il s'établit fin 2014 à 10,1 % en métropole et atteint 10,4 % en France (hors Mayotte). Après avoir baissé de 2,6 points en 2013, le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans a augmenté de 1,1 point en 2014, tandis que celui des 25-49 ans et des 50 ans ou plus se sont accrus respectivement de 0,3 et 0,4 point. Selon les normes internationales, 2,9 millions de personnes sont au chômage en métropole fin 2014. Par ailleurs, 1,4 million de personnes sont dans le halo autour du chômage : sans emploi, elles souhaitent travailler, mais n'ont pas fait de démarche de recherche d'emploi ou ne sont pas disponibles. Du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 126 000, tandis que le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est accru de 179 000.

En 2014, la population active a progressé de près de 180 000 personnes. La population active des 50-64 ans a augmenté d'environ 260 000 personnes, principalement en raison de la hausse de leur taux d'activité, tandis qu'elle a baissé pour les 15-24 ans et surtout pour les 25-49 ans.

### 41 000 emplois ont été créés en 2014 et le taux d'emploi des 15-64 ans a augmenté de 0,1 point

#### Dans le secteur marchand non agricole 45 000 emplois salariés ont été détruits en 2014

En 2014, le nombre de personnes en emploi (encadré 1) a progressé un peu moins que l'année précédente (+41 000 contre +53 000 en 2013), (tableau 1). En fin d'année, son niveau reste inférieur de 74 000 au point le plus haut observé fin 2007, mais supérieur de 360 000 au point bas du 3<sup>e</sup> trimestre 2009 (graphique 1) [1].

Le léger ralentissement des créations d'emploi en 2014 s'explique par la moindre progression de l'emploi salarié y compris l'intérim (+26 000, après +44 000 en 2013). Inversement, l'emploi non salarié aurait accéléré légèrement (+15 000, après +9 000 en 2013). Les destructions d'emploi salarié sont restées importantes en 2014 dans les secteurs marchands non agricoles (-45 000, après -66 000 en 2013), alors que les créations d'emploi ont sensiblement ralenti dans les secteurs tertiaires non marchands (+67 000, après +102 000 en 2013).

#### L'emploi intérimaire a été stable entre fin 2013 et fin 2014

On compte 540 000 intérimaires fin 2014. Par-delà les fluctuations trimestrielles qui peuvent être

Tableau 1 • Évolution de l'emploi total

Données en fin d'année et fin de trimestre CVS, en milliers

	Niveau Fin 2013	Glissement annuel			Glissement trimestriel			
		2012	2013	2014	2014 T1	2014 T2	2014 T3	2014 T4
<b>Emploi total</b> .....	<b>26 402</b>	<b>-58</b>	<b>53</b>	<b>41</b>	<b>-6</b>	<b>34</b>	<b>-31</b>	<b>44</b>
<b>Salariés agricoles</b> .....	<b>236</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Emploi salarié du secteur marchand non agricole</b> .....	<b>15 886</b>	<b>-108</b>	<b>-66</b>	<b>-45</b>	<b>-27</b>	<b>13</b>	<b>-50</b>	<b>19</b>
Dont : industrie.....	3 180	-21	-57	-35	-7	-10	-11	-8
construction.....	1 397	-16	-25	-45	-7	-10	-14	-13
tertiaire marchand.....	11 309	-71	16	35	-13	33	-25	40
dont : intérim.....	540	-62	33	0	-13	11	-23	25
<b>Emploi salarié tertiaire non marchand</b> .....	<b>7 719</b>	<b>16</b>	<b>102</b>	<b>67</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>20</b>
<b>Emploi non salarié</b> .....	<b>2 561</b>	<b>30</b>	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

Concepts : nombre de personnes ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine précédant la fin du trimestre.

Remarque : les estimations 2013 et 2014 seront revues en septembre 2015 ; pour des raisons d'arrondis, la somme des termes peut légèrement différer du total affiché.

Lecture : 26 402 000 personnes occupaient un emploi fin 2013 ; on en compte 41 000 en plus fin 2014 ; au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2014, les créations nettes d'emploi atteignent 44 000 personnes.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, estimations d'emploi pour 2012 et 2013 ; en 2014, estimations pour l'emploi salarié des établissements privés hors agriculture et prévision d'emploi pour les salariés agricoles, les non-salariés et le secteur public.

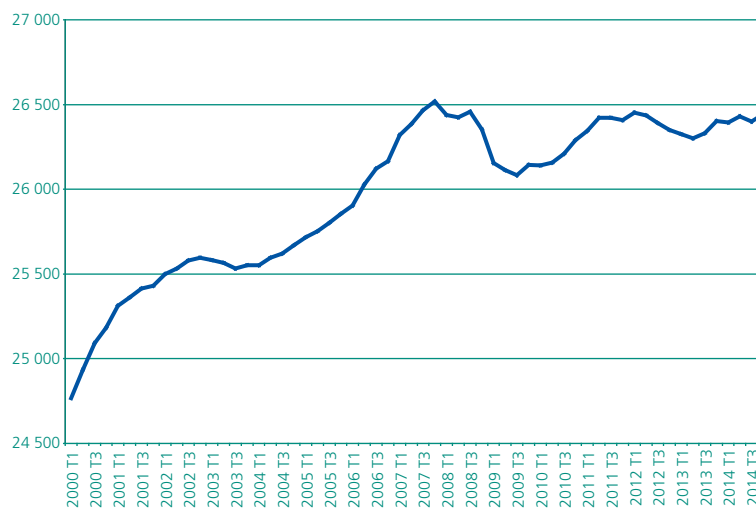
marquées [2], les effectifs intérimaires se sont stabilisés entre fin 2013 et fin 2014 (1) (graphique 2). Les hausses observées dans l'industrie (+7 000, soit 240 000 intérimaires en fin d'année) et les services (+8 000, soit 195 000 personnes fin 2014) ont été effacées par la forte baisse enregistrée dans la construction (-13 000, soit -11,3 % avec 101 000 intérimaires en fin d'année).

En 2013, le nombre d'intérimaires avait légèrement progressé (+33 000). Ces fluctuations des deux dernières années sont toutefois sans commune mesure avec celles des années précédentes : -239 000 intérimaires en un an à partir du début du 2<sup>e</sup> trimestre 2008, puis +163 000 jusqu'à la mi-2011 et enfin -92 000 de la mi-2011 à la fin 2012. Fin 2014, on compte 134 000 intérimaires de moins que le maximum atteint début 2008 avant la crise, mais 104 000 de plus que le point bas du 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

Le volume d'intérim en équivalent-emplois à temps plein (EQTP), mesuré sur l'ensemble du trimestre (2), a lui aussi peu varié en 2014. Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre, le volume de travail réalisé par les intérimaires a représenté l'équivalent de 543 000 EQTP.

Graphique 1 • Évolution de l'emploi total de 2000 à 2014

Données en fin de trimestre CVS, en milliers

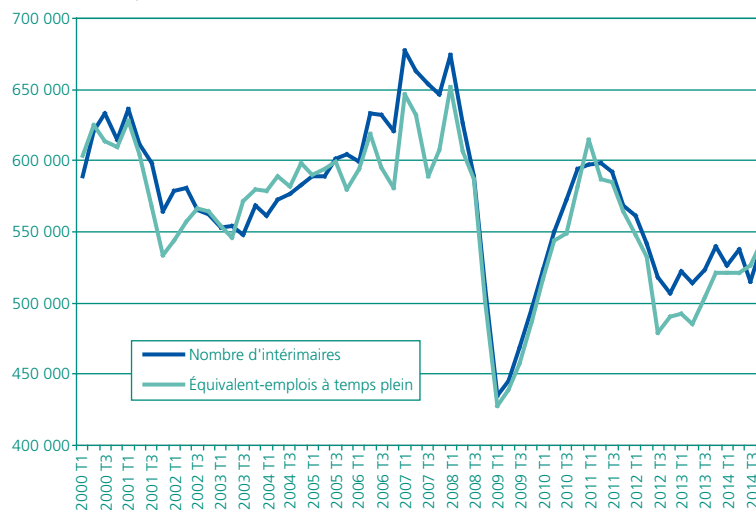


Concepts : nombre de personnes ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine précédant la fin du trimestre.

Champ : France métropolitaine.

Graphique 2 • Nombre d'intérimaires en fin de trimestre et volume de travail temporaire en équivalent-emplois à temps plein

Données CVS en milliers, en fin de trimestre pour le nombre d'intérimaires et sur le trimestre pour le volume en EQTP



Concept : le volume de travail temporaire en équivalent-emplois à temps plein sur le trimestre est le rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées du trimestre considéré.

Lecture : à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2014 on compte 540 000 intérimaires ; sur le trimestre le volume de travail réalisé par les intérimaires a représenté l'équivalent de 543 000 emplois en équivalent-emplois à temps plein.

Champ : France métropolitaine.



Source : Insee, estimations d'emploi ; en 2014, estimations pour l'emploi salarié des établissements privés hors agriculture et prévision d'emploi pour les salariés agricoles, les non-salariés et le secteur public.



(1) Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015, le nombre d'intérimaires a reculé de 9 000.

(2) Le volume d'intérim en EQTP est estimé sur l'ensemble du trimestre, soit en léger décalage par rapport au nombre d'intérimaires qui l'est sur les cinq derniers jours ouvrés pertinents du trimestre [2].

Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

## Les destructions d'emploi ont été particulièrement fortes dans la construction en 2014

Le secteur marchand non agricole hors intérim a perdu 45 000 emplois salariés en 2014 (-31 000 au 2<sup>nd</sup> semestre, après -14 000 au 1<sup>er</sup> semestre) (3), (tableau 1) [3]. Dans l'industrie, les destructions d'emploi se sont réparties sur l'ensemble de l'année (-35 000). Dans la construction, elles atteignent 45 000 sur l'année, avec une accentuation au 2<sup>nd</sup> semestre. Dans le tertiaire marchand, l'emploi salarié hors intérim s'inscrit en hausse sur l'année (+35 000), mais a été moins dynamique au 2<sup>nd</sup> semestre (+13 000, contre +22 000 au 1<sup>er</sup> semestre).

La prise en compte des intérimaires dans le secteur où ils travaillent effectivement (plutôt que dans celui de l'intérim qui les emploie) atténue légèrement la baisse de l'emploi salarié dans l'industrie : -28 000 postes en 2014 et -41 000 en 2013, soit un rythme de destructions d'emploi moindre que durant les années 2000. Elle l'accroît en revanche dans la construction (-58 000 en 2014, après -19 000 en 2013). Depuis 2008, ce secteur n'a plus renoué avec les créations d'emploi (-170 000 emplois en sept ans) après la période très dynamique de 2001 à 2007 (+262 000 emplois en sept ans). Avec la progression du nombre d'intérimaires travaillant dans le tertiaire marchand, l'emploi salarié de ce secteur a accéléré en 2014 (+42 000 postes, contre +27 000 en 2013).

## Les gains de productivité sont restés faibles depuis 2011

L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles ayant baissé sur l'ensemble de l'année 2014 (-0,3 %) et leur valeur ajoutée étant restée quasi-stable, la productivité apparente par tête a augmenté (graphique 3). Cette hausse a été de faible ampleur, comme les gains de productivité enregistrés depuis 2011 (+0,1 % en 2014 et +3,6 % sur les quatre dernières années). En 2008, la baisse de l'emploi avait été moindre que ce que l'on pouvait attendre compte tenu du lien entre activité et emploi observé lors des crises précédentes (2001-2002 et 1992-1993) [4]. Au total sur sept ans, les gains de productivité par tête dans les secteurs marchands non agricoles n'ont été que de 3,8 % de début 2008 à fin 2014, contre

environ 10 % entre début 1992 et fin 1998, et presque 9 % entre début 2001 et fin 2007.

## Le nombre d'emplois aidés a augmenté en 2014, permettant la création d'environ 30 000 emplois

Fin 2014, 1,475 million de personnes sont en emplois aidés, que ce soit en contrat aidé ou sur un autre emploi bénéficiant d'une aide publique, hors allègements généraux et dispositifs sectoriels [5]. Cet effectif résulte notamment des embauches en cours d'année qui ont atteint 1,8 million en 2014. Ce volume est en progression sensible par rapport à 2013 en raison de la forte hausse du nombre d'embauches qui ont bénéficié de l'exonération de cotisation chômage pour l'embauche d'un jeune en CDI (4). Mis en place à compter de juillet 2013, ce dispositif est monté en charge au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2013 et a concerné 560 000 embauches de jeunes en 2014. En revanche, les entrées en contrats aidés ont baissé, tandis que les embauches en alternance et dans les autres formes d'emplois aidés (aide aux chômeurs créateurs d'entreprise, contrat de génération et dispositif ciblé sur les territoires en difficulté) ont été assez proches de leur niveau de 2013.

Les contrats aidés – contrat unique d'insertion (CUI), emploi d'avenir ou emploi dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) – font l'objet d'un pilotage par les pouvoirs publics,

(3) Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015, l'évolution de l'emploi salarié hors intérim dans le secteur marchand non agricole a été quasi-stable (-700 postes).

(4) L'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 prévoyait l'exonération de la contribution patronale d'assurance chômage pendant trois ou quatre mois au-delà de la période d'essai pour l'embauche d'un salarié âgé de moins de 26 ans en CDI. Cette disposition a été reprise par la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi.

Graphique 3 • Évolution de la productivité apparente par tête dans les secteurs marchands non agricoles à la suite des crises de 1992-1993, 2001-2002 et 2008-2009

Indices trimestriels, base 100 aux 1<sup>ers</sup> trimestres 1992, 2001 et 2008, données CVS



Concepts : productivité par tête = valeur ajoutée / personnes en emploi.

Lecture : la productivité par tête a baissé de 3,6 % entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2008 et 2009.

Champ : secteurs marchands non agricoles ; France entière.



Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, estimations d'emploi.

Tableau 2 • Évolution des embauches et du nombre de bénéficiaires d'un emploi aidé

Données CVS pour le nombre de bénéficiaires et brutes pour les embauches, en milliers

	Embauches semestrielles						Nombre de bénéficiaires						
	2013	Dont :		2014	Dont :		Niveau de fin d'année			Glissement semestriel			
		S1	S2		S1	S2	2012	2013	2014	2013 S1	2013 S2	2014 S1	2014 S2
<b>Contrat aidé.....</b>	<b>609</b>	<b>281</b>	<b>328</b>	<b>571</b>	<b>262</b>	<b>309</b>	<b>310</b>	<b>405</b>	<b>465</b>	<b>28</b>	<b>67</b>	<b>39</b>	<b>20</b>
CUI-CAE.....	369	174	195	276	140	136	203	221	200	-1	18	16	-37
CUI-CIE.....	50	25	26	49	24	25	26	31	30	2	4	0	-1
Emploi d'avenir.....	80	27	53	88	39	49	1	72	112	26	44	24	16
Insertion par l'activité économique.....	109	55	54	158	59	99	80	81	123	0	1	-2	43
<b>Contrat en alternance.....</b>	<b>449</b>	<b>87</b>	<b>362</b>	<b>444</b>	<b>80</b>	<b>364</b>	<b>601</b>	<b>588</b>	<b>572</b>	<b>-3</b>	<b>-10</b>	<b>-15</b>	<b>-1</b>
Apprentissage.....	278	43	235	271	38	233	413	403	385	0	-10	-12	-6
Contrat de professionnalisation.....	170	44	127	173	42	131	188	185	187	-3	0	-3	5
<b>Autre emploi aidé.....</b>	<b>395</b>	<b>124</b>	<b>271</b>	<b>776</b>	<b>384</b>	<b>392</b>	<b>297</b>	<b>407</b>	<b>439</b>	<b>3</b>	<b>107</b>	<b>7</b>	<b>25</b>
Dispositif ciblé sur les territoires en difficulté.....	11	6	6	9	5	4	75	67	62	-5	-3	-4	-2
Contrat de génération.....	17	6	11	17	7	10	0	15	28	5	10	5	8
Autres dispositifs ciblés sur une catégorie de salariés*	177	9	167	562	269	292	5	117	145	8	105	5	23
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise.....	190	103	87	188	103	85	217	207	204	-6	-4	1	-4
<b>Ensemble.....</b>	<b>1 452</b>	<b>492</b>	<b>960</b>	<b>1 791</b>	<b>726</b>	<b>1 065</b>	<b>1 208</b>	<b>1 400</b>	<b>1 475</b>	<b>28</b>	<b>165</b>	<b>31</b>	<b>44</b>

\* Exonérations de cotisations chômage pour l'embauche de jeunes en CDI (550 000 entrées en 2014) et accompagnement des restructurations (allocation temporaire dégressive, 2 000 entrées en 2014).

Concept : les embauches correspondent aux entrées totales dans les dispositifs (entrées initiales + reconductions de contrats).

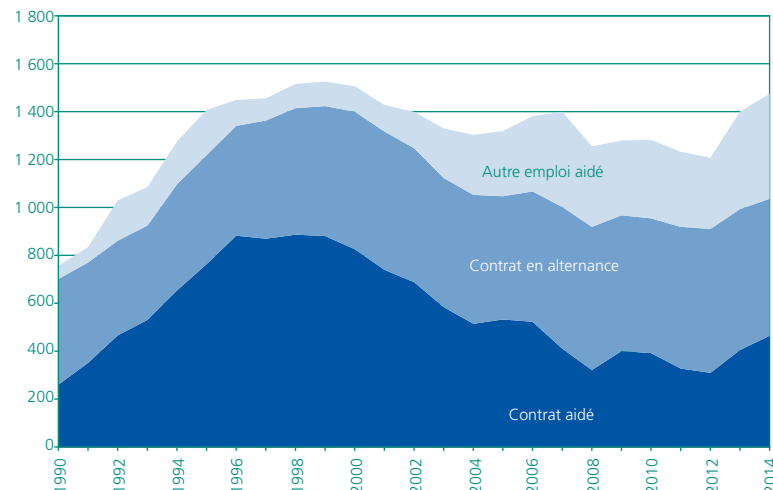
Champ : France métropolitaine.

Source : Agence de service et de paiement, Acoess, Dares ; traitement Dares.

qui définissent chaque année les crédits alloués, les publics ciblés ainsi que les objectifs d'embauches. En 2014, 571 000 embauches, en contrat initial ou en reconduction, ont été réalisées, soit 6 % de moins qu'en 2013. Le dispositif des emplois d'avenir, mis en place en novembre 2012, poursuit sa montée en charge : 88 000 contrats ont été signés en 2014 (+10 % par rapport à 2013). Le nombre d'embauches en CUI dans le secteur non marchand (CUI-CAE) a en revanche diminué de 25 % en 2014 (276 000). Cette forte baisse s'explique pour moitié par une diminution de l'enveloppe allouée aux CUI-CAE et pour moitié par les effets de la réforme du financement du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) induisant un transfert de CUI-CAE vers l'IAE au 2<sup>nd</sup> semestre 2014 (5). Malgré la baisse des embauches, le nombre de salariés en contrat aidé a augmenté de 15 % en 2014 et atteint 465 000 en fin d'année, niveau le plus haut depuis 2007 (graphique 4). Hors bénéficiaires en ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le nombre de salariés en CUI-CAE a en effet continué à progresser en 2014 (+10 %), sous l'effet des fortes entrées de la fin de l'année 2013 et d'un allongement de la durée des contrats. La poursuite de la montée en charge des emplois d'avenir (+40 000 bénéficiaires en 2014, dont +29 000 dans le secteur non

Graphique 4 • Évolution des effectifs en emploi aidé depuis 1990\*

Données en fin d'année CVS, en milliers



\* Le champ des emplois aidés a été revu depuis la publication de l'an dernier [1], ce qui a entraîné notamment une baisse des effectifs à la fin des années 90 et une hausse en 2013 avec la prise en compte dans les emplois aidés de l'exonération de la contribution patronale d'assurance chômage pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans en CDI.

Sont comptabilisés dans les effectifs :

- les contrats aidés : Tuc, CES, CEC, CEV, emploi jeune, CAE, CAV, CUI-CAE, emploi d'avenir, CRE, CIE, conventions de coopération, aide dégressive à l'employeur, nouveau CIE, CI-RMA, CUI-CIE, contrat dans les structures de l'IAE ;
- les contrats en alternance : apprentissage, contrats de professionnalisation, contrat de qualification, contrat de réinsertion en alternance, contrat d'adaptation, contrat d'orientation, Pacte ;
- les autres emplois aidés : exonérations zonées (exonération à l'embauche d'un 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> salarié, ZRR, OIG en ZRR, ZRU, ZFU, ZRD, BER), les dispositifs d'aide à l'embauche des jeunes (exonération jeune sans qualification, exonération sur les embauches de jeunes en CDI, aide au 1<sup>er</sup> emploi des jeunes, contrat jeune en entreprise, contrat de génération), l'accompagnement des restructurations (aide au passage à mi-temps, aide au passage à temps partiel, allocation temporaire dégressive), l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (Fonds départemental d'initiative jeune, Accre).

Champ : France métropolitaine.



Source : ASP, Acoess, Dares ; traitement Dares.

(5) Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ne peuvent plus recruter des salariés en contrat unique d'insertion (CUI-CAE), mais seulement en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI), contrat spécifique au secteur de l'IAE. 43 000 CDDI ont été signés par les ACI en 2014, expliquant la hausse du nombre de contrats aidés signés dans l'IAE et, dans la même proportion, la baisse du nombre d'embauches en CUI-CAE.

marchand et +11 000 dans le secteur marchand) contribue également fortement à la hausse du nombre de salariés en contrat aidé. Le nombre de bénéficiaires de CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est resté stable en 2014 (30 000 en fin d'année).

Les embauches en contrat en alternance (apprentissage ou contrat de professionnalisation) ont

légèrement diminué en 2014 (-5 000) et le nombre de bénéficiaires a baissé de près de 3 % (-16 000), à un rythme proche de celui de 2013. Il s'élève fin 2014 à 572 000, ce qui représente près de 40 % des bénéficiaires. Le nombre de jeunes en apprentissage a baissé de près de 18 000, tandis que le nombre de personnes en contrat de professionnalisation est quasi-stable depuis fin 2012.

Grâce à la montée en charge de l'exonération de cotisation chômage pour l'embauche de jeunes en CDI depuis mi-2013, le nombre de bénéficiaires d'un emploi aidé autre que les contrats aidés ou les contrats en alternance, a sensiblement augmenté en 2014 : +32 000 en 2014 après +110 000 en 2013. Le nombre de bénéficiaires d'un dispositif ciblé sur les territoires en difficulté (62 000 fin 2014) a cependant baissé de 5 000 en un an, tandis que le nombre de chômeurs ayant bénéficié de l'aide à la création d'entreprise a peu varié (204 000 fin 2014). Si le nombre de bénéficiaires d'un contrat de génération reste limité (28 000 fin 2014), on compte 13 000 bénéficiaires supplémentaires au cours de l'année 2014.

Les emplois aidés ont un impact à court terme sur l'emploi et le chômage dans la mesure où une partie des embauches n'aurait pas eu lieu sans l'aide de l'État. L'impact en termes de créations nettes d'emploi dans l'économie et par conséquent de diminution du nombre de demandeurs d'emploi, varie d'un dispositif à l'autre selon l'ampleur des « effets d'aubaine ». Les exercices de chiffrage réalisés (6) suggèrent que la hausse récente du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés aurait permis la création nette de 57 000 emplois en 2013 et de 32 000 en 2014. Les emplois aidés auraient ainsi permis de réduire le nombre de demandeurs d'emploi d'environ 31 000 en 2013 et de 18 000 en 2014 (7).

## Le taux d'emploi des 15-64 ans a légèrement augmenté entre fin 2013 et fin 2014

Le taux d'emploi des 15-64 ans, mesuré par l'enquête Emploi selon les normes du Bureau international du travail (BIT), s'établit à 64,3 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, soit 0,1 point de plus qu'un an auparavant (tableau 3 ; encadré 1). Il demeure stable chez les hommes et augmente légèrement pour les femmes (+0,2 point). Depuis la fin 2009, le taux d'emploi des 15-64 ans a progressé de 0,5 point, alors qu'il avait reculé de 1,2 point entre le début 2008 et la fin 2009.

Le taux d'emploi des 15-24 ans s'établit à 28,3 % fin 2014. Il a diminué de 0,3 point par rapport à fin 2013, du fait des jeunes hommes (-0,9 point, contre +0,4 point pour les jeunes femmes). Le taux d'emploi des 25-49 ans diminue également, pour atteindre 80,2 % fin 2014 (-0,5 point par rapport à fin 2013), avec pour cette catégorie d'âge, une diminution plus prononcée du taux d'emploi des femmes (-0,9 point) que celui des hommes (-0,3 point). Enfin, 59,2 % des 50-64 ans sont en emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, soit 1,5 point de plus qu'un an auparavant, et 6 points de plus que fin 2009. Cette hausse est notamment liée au recul de l'âge légal de départ à la retraite.

## La part des emplois salariés stables a baissé entre fin 2013 et fin 2014

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 86,4 % des salariés ont un emploi stable (CDI du privé ou titulaires et contractuels en CDI de la fonction publique), soit 0,3 point de moins qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (graphique 5).

(6) L'estimation des effets sur l'emploi repose sur le lien entre l'emploi et le coût du travail. Pour les mesures du secteur marchand, ce lien est appréhendé à travers des estimations économétriques de l'élasticité de la demande de travail à son coût [6] et les effets sur l'emploi d'un dispositif sont d'autant plus élevés que les aides sont importantes. Pour les mesures du secteur non marchand, l'élasticité retenue est de 1 : un contrat aidé pris en charge à 70 % induira donc 0,7 création nette d'emploi à court terme.

(7) Les effets des dispositifs sur la variation du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A sont mécaniquement inférieurs aux effets sur l'emploi, les emplois créés n'étant pas tous attribués à des personnes inscrites auparavant à Pôle emploi en catégorie A.

Tableau 3 • Taux d'emploi par sexe et âge

Données en moyenne trimestrielle CVS, en %

	2008	2009	2011	2013	2014			
	T1	T4	T2	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Ensemble</b>								
15-64 ans.....	65,0	63,8	63,9	64,2	64,3	64,3	64,1	64,3
15-24 ans.....	32,0	30,0	30,0	28,6	28,6	28,5	28,2	28,3
25-49 ans.....	83,6	82,1	81,8	80,7	80,7	80,5	80,2	80,2
50-64 ans.....	53,1	53,2	54,4	57,7	58,2	58,6	58,8	59,2
<b>Hommes</b>								
15-64 ans.....	69,7	68,0	68,3	67,7	67,7	67,8	67,7	67,7
15-24 ans.....	35,1	32,6	33,0	31,1	31,1	30,6	30,4	30,2
25-49 ans.....	89,7	87,3	87,4	85,0	84,8	85,2	84,8	84,7
50-64 ans.....	56,6	57,0	57,9	61,1	61,3	61,3	61,7	62,0
<b>Femmes</b>								
15-64 ans.....	60,4	59,7	59,7	60,8	61,0	61,0	60,7	61,0
15-24 ans.....	28,9	27,5	27,0	26,0	26,1	26,4	26,1	26,4
25-49 ans.....	77,7	77,0	76,5	76,7	76,7	76,0	75,7	75,8
50-64 ans.....	49,8	49,7	51,1	54,6	55,2	56,1	56,1	56,6

Note : les 1<sup>er</sup> trimestre 2008, 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et 2<sup>e</sup> trimestre 2011 sont des points bas (2008 T1 et 2011 T2) ou hauts (2009 T4) du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : emplois (actifs occupés) au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 64,3 % des 15-64 ans sont en emploi.

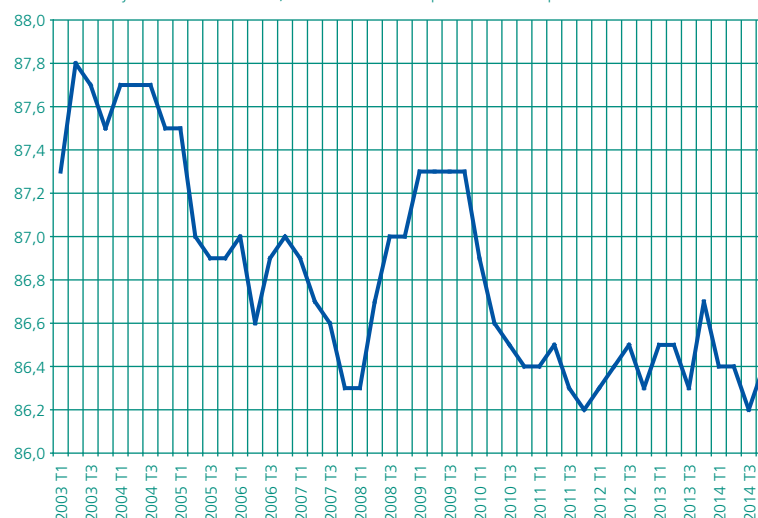
Champ : population des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2014.

En raison principalement des variations de l'emploi intérimaire (graphique 2), la part des emplois salariés stables avait augmenté de 1,0 point entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2009, puis diminué de 1,1 point jusqu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2011. Elle a ensuite légèrement augmenté entre fin 2011 et fin 2013 (+0,5 point), pour s'établir à 86,7 %. Ces variations restent cependant d'ampleur limitée puisque entre 2003 et 2014, la part des emplois stables dans l'emploi salarié demeure toujours comprise entre 86,0 % et 88,0 %.

Graphique 5 • Part des emplois en CDI et des titulaires de la fonction publique dans l'emploi salarié

Données en moyenne trimestrielle CVS, en % du nombre de personnes en emploi salarié



Concepts : activité au sens du BIT ; emplois stables correspondant aux CDI du secteur privé ou des entreprises publiques, ainsi qu'aux titulaires ou contractuels en CDI de la fonction publique.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 86,4 % des personnes occupant un emploi salarié sont en CDI ou titulaires de la fonction publique.

Champ : actifs occupés en emploi salarié des ménages de France métropolitaine.



Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2014.

## Le sous-emploi a légèrement augmenté en 2014

Fin 2014, 18,8 % des personnes en emploi travaillent à temps partiel, soit 0,1 point de plus que fin 2013 (après +0,8 point entre fin 2012 et fin 2013). La proportion d'actifs occupés travaillant à temps partiel est près de 4 fois plus élevée pour les femmes que pour les hommes (30,6 % contre 7,9 %). Pour une partie de ces personnes, le temps partiel est subi : elles souhaiteraient travailler davantage et sont disponibles pour le faire. C'est la composante principale du sous-emploi au sens du BIT (encadré 1).

Fin 2014, 1 687 000 personnes sont en situation de sous-emploi (tableau 4), soit 6,5 % des personnes en emploi (+0,2 point par rapport à fin 2013).

Le sous-emploi correspond pour l'essentiel à des situations de temps partiel subi (6,2 % fin 2014, +0,2 point sur un an), et de façon plus marginale à des situations de chômage technique ou partiel (0,3 % fin 2014 comme fin 2013) (8). Fin 2014, la part du sous-emploi dans l'emploi est proche de son niveau observé fin 2009 (6,6 %), de 1,1 point plus élevée que début 2008. Les femmes sont plus fréquemment en situation de sous-emploi que les hommes (9,5 %, contre 3,7 %). Cependant, la part du sous-emploi chez les femmes en emploi a diminué entre fin 2013 et fin 2014 (-0,2 point), tandis qu'elle a augmenté sensiblement parmi les hommes (+0,5 point).

(8) Selon les déclarations des individus à l'enquête Emploi (encadré 1).

Tableau 4 • Part du sous-emploi dans l'emploi total

Données en moyenne trimestrielle CVS, part en % du nombre de personnes en emploi, volumes en milliers

	2008	2009	2011	2013	2014				Nombre au T4 (en milliers)
	T1	T4	T2	T4	T1	T2	T3	T4	
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire et à la recherche d'un autre emploi (1) .....	1,3	1,5	1,4	1,3	1,4	1,3	1,4	1,4	359
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire mais sans recherche d'un autre emploi (2) ...	4,0	4,4	4,4	4,7	4,7	4,7	4,6	4,8	1 241
Temps plein ou temps partiel (autre que les deux cas ci-dessus), en situation de chômage technique ou partiel (3) .....	0,1	0,7	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	87
<b>Total des personnes en situation de sous-emploi (1) + (2) + (3) .....</b>	<b>5,4</b>	<b>6,6</b>	<b>6,0</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,4</b>	<b>6,5</b>	<b>1 687</b>
Femmes en situation de sous-emploi .....	8,9	10,0	9,3	9,7	9,6	9,4	9,4	9,5	1 187
Hommes en situation de sous-emploi .....	2,1	3,3	3,1	3,2	3,1	3,4	3,7	3,7	500

Note : les 1<sup>er</sup> trimestre 2008, 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et 2<sup>e</sup> trimestre 2011 sont des points bas (2008 T1 et 2011 T2) ou hauts (2009 T4) du cycle conjoncturel du taux de chômage. Concepts : sous-emploi au sens du BIT.

Note : les chiffres concernant le chômage technique ou partiel issus de l'enquête Emploi peuvent différer de ceux obtenus à partir de données administratives.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 6,5 % des actifs occupés sont en situation de sous-emploi, 6,2 % en temps partiel subi et 0,3 % au chômage technique ou partiel.

Champ : actifs occupés des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2014.

## Le taux de chômage en métropole a augmenté de 0,4 point entre fin 2013 et fin 2014

Fin 2014, le taux de chômage s'établit à 10,4 % en France et à 10,1 % en métropole

Le taux de chômage au sens du BIT (encadré 1) s'établit à 10,4 % de la population active en France entière (hors Mayotte) au 4<sup>e</sup> trimestre 2014 (tableau 5), après 10,1 % en fin d'année 2013. En France métropolitaine, après avoir atteint 10,0 % aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2013, le taux de chômage a diminué pour s'établir à 9,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre. Après s'être légèrement accru au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 (+0,1 point), puis diminué dans des proportions équivalentes le trimestre suivant, il a augmenté à nouveau pour atteindre un pic à 10,1 % en fin d'année (9), à 0,3 point du maximum observé mi-1994 et mi-1997 (10,4 %). 2 896 000 personnes sont au chômage au sens du BIT au 4<sup>e</sup> trimestre 2014.

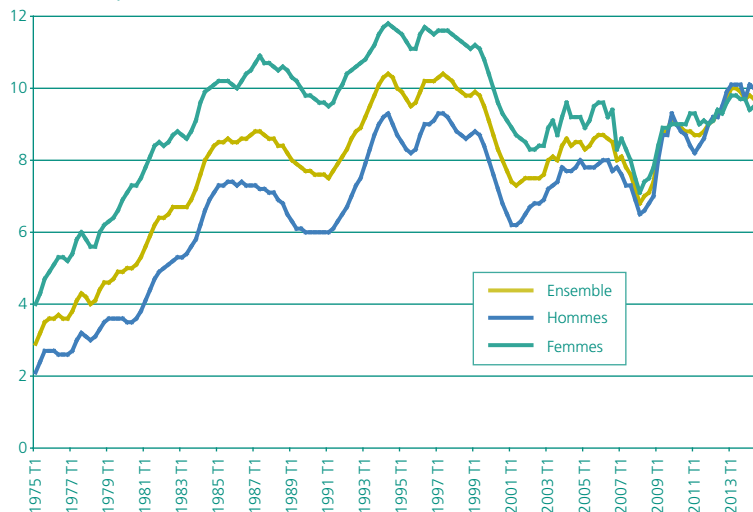
### La hausse du taux de chômage en 2014 est concentrée chez les hommes

En France métropolitaine, la hausse du taux de chômage en 2014 se concentre sur les

hommes (+0,8 point par rapport à fin 2013), le taux de chômage des femmes demeurant stable (graphique 6). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 10,5 % des hommes et 9,7 % des femmes actifs sont au chômage. Jusqu'en 2008, le taux de chômage des hommes était toujours inférieur à celui des femmes, l'écart se réduisant toutefois tendanciellement [8]. Les effets de la crise ont ensuite davantage touché les hommes, les pertes d'emploi concernant plus particulièrement l'industrie, la construction et l'intérim, secteurs majoritairement masculins. La reprise de l'intérim fin 2009 puis son nouveau recul mi-2011 ont également impacté le taux de chômage des hommes. Depuis la mi-2012, le taux de chômage des hommes est régulièrement plus élevé que celui des femmes. L'écart entre les deux taux atteint 0,8 point fin 2014, écart le plus élevé en faveur des femmes depuis 1975.

Graphique 6 • Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe

Données en moyenne trimestrielle CVS, en %



Concept : activité au sens du BIT.

Note : estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage, estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 10,1 % des actifs sont au chômage au sens du BIT.

Champ : population des ménages de France métropolitaine.

(9) Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, le taux de chômage s'établit à 10,0 % de la population active, soit 0,1 point de moins que fin 2014 [7].



Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2014.

Tableau 5 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge

Données en moyenne trimestrielle CVS, taux en % et volumes en milliers

	2008	2009	2011	2013	2014				Nombre au T4 (en milliers)
	T1	T4	T2	T4	T1	T2	T3	T4	
<b>France entière</b> .....	7,1	9,5	9,1	10,1	10,2	10,1	10,4	10,4	-
<b>France métropolitaine</b>									
<b>Ensemble</b> .....	6,8	9,2	8,7	9,7	9,8	9,7	10,0	10,1	2 896
Moins de 25 ans.....	17,0	23,2	21,9	22,8	22,9	22,9	23,8	23,9	640
25 à 49 ans.....	6,2	8,2	7,9	9,2	9,1	9,2	9,4	9,5	1 709
50 et plus.....	4,1	5,7	5,4	6,4	6,8	6,6	6,8	6,8	546
<b>Hommes</b> .....	6,5	9,3	8,4	9,7	10,1	10,0	10,2	10,5	1 562
Moins de 25 ans.....	16,8	24,5	21,5	22,5	23,2	24,2	24,7	25,5	376
25 à 49 ans.....	5,6	8,1	7,4	9,2	9,5	9,1	9,4	9,5	890
50 et plus.....	4,3	5,7	5,4	6,3	6,7	6,7	6,7	7,2	297
<b>Femmes</b> .....	7,1	9,0	9,0	9,7	9,4	9,5	9,8	9,7	1 334
Moins de 25 ans.....	17,2	21,6	22,5	23,2	22,6	21,3	22,8	21,9	264
25 à 49 ans.....	6,7	8,4	8,4	9,2	8,7	9,2	9,3	9,5	820
50 et plus.....	3,9	5,8	5,4	6,5	6,9	6,4	6,8	6,3	250

Note : les 1<sup>er</sup> trimestre 2008, 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et 2<sup>e</sup> trimestre 2011 sont des points bas ou hauts du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 640 000 personnes âgées de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT, soit un taux de chômage de 23,9 %.

Champ : population des ménages de France métropolitaine.

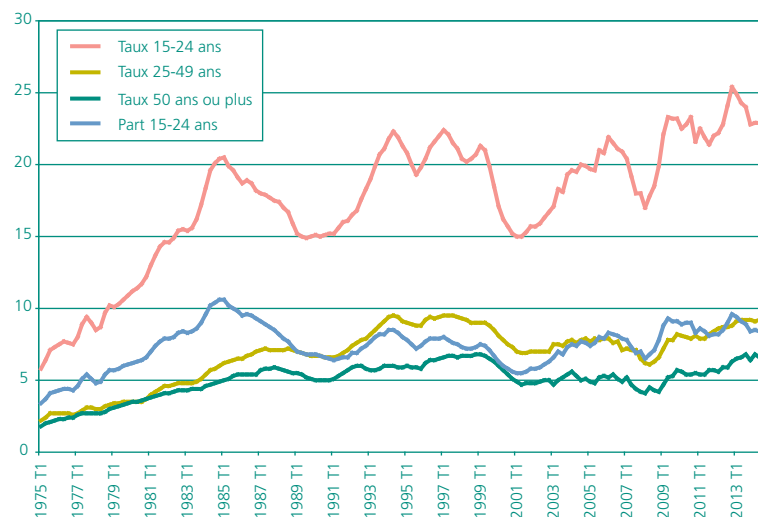
Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2014.

## Après avoir diminué de 2,6 points en 2013, le taux de chômage des jeunes a augmenté de 1,1 point en 2014

Après un pic à 25,4 % des actifs fin 2012, le taux de chômage des 15-24 ans a diminué tout au long de l'année 2013 (-2,6 points) puis repris 1,1 point en 2014 (+3,0 points pour les hommes et -1,3 point pour les femmes), la hausse se concentrant au 3<sup>e</sup> trimestre (graphique 7). En 2013, les jeunes avaient bénéficié de la mise en place des emplois d'avenir, dédiés à ceux d'entre eux qui sont sans qualification ou peu diplômés, ainsi qu'au 2<sup>nd</sup> semestre des créations d'emploi dans l'intérim, secteur recrutant plus fréquemment des jeunes (graphique 2). Leur taux de chômage est toutefois reparti à la hausse en seconde partie d'année 2014. Le niveau du taux de chômage des jeunes, beaucoup plus élevé que celui de leurs aînés, traduit en partie la spécificité des moins de 25 ans présents sur le marché du travail. Les moins diplômés, qui arrivent tôt sur le marché du travail et sont les plus touchés par le chômage, sont en effet surreprésentés parmi ces jeunes actifs. Par ailleurs, un grand nombre des 15-24 ans poursuivent des études sans travailler à côté, et sont de ce fait encore inactifs. En conséquence, la part des chômeurs dans la population totale des 15-24 ans est très inférieure au taux de chômage des jeunes : elle s'établit à 8,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2014 contre 23,9 % pour le taux de chômage. Elle est peu éloignée de la part des chômeurs dans la population des 25-49 ans, qui atteint 8,4 % à la même période.

Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT par tranche d'âge

Données en moyenne trimestrielle CVS, en %



Concepts : activité au sens du BIT, âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 23,9 % des actifs de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT.

Champ : population des ménages de France métropolitaine.



Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2014.

Le taux de chômage des 25-49 ans a augmenté de 0,3 point entre fin 2013 et fin 2014, et celui des seniors de 50 ans ou plus de 0,4 point. Ils s'établissent respectivement à 9,5 % et 6,8 % de la population active en fin d'année 2014.

## Le nombre de personnes appartenant au halo autour du chômage a augmenté en 2014

Une partie des inactifs souhaitent travailler, mais ne satisfont pas à l'ensemble des critères du BIT nécessaires pour être classés comme chômeurs (encadré 1). Fin 2014, 1,4 million de personnes appartiennent ainsi au halo autour du chômage (graphique 8), soit 79 000 personnes supplémentaires par rapport à la fin de l'année 2013. Leur effectif est en hausse, mais de façon moins marquée que celle du nombre de chômeurs (+126 000), comme cela a été le cas également depuis début 2008.

Tableau 6 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et dispensés de recherche d'emploi indemnisés

	Déc. 2014	Glissements trimestriels (en fin de trimestre)				Variation déc. 14 / déc. 13	Évolution déc. 14 / déc. 13 (en %)
		T1	T2	T3	T4		
<b>Ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A à E)</b>	<b>5 878</b>	<b>59</b>	<b>90</b>	<b>84</b>	<b>80</b>	<b>312</b>	<b>5,6</b>
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C)	5 216	51	85	84	91	311	6,3
N'ayant exercé aucune activité réduite (catégorie A)	3 501	35	49	47	59	189	5,7
En activité réduite courte (catégorie B)	678	8	7	13	3	31	4,8
En activité réduite longue (catégorie C)	1 038	8	29	24	29	91	9,6
Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	662	8	5	0	-11	1	0,2
En stage, maladie, formation (catégorie D)	280	-3	2	2	0	1	0,4
En emploi (dont contrats aidés, catégorie E)	382	10	3	-2	-11	0	0,0
Demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C depuis un an ou plus...	2 252	41	49	54	53	197	9,6
Dispensés de recherche d'emploi (DRE) indemnisés	31	-5	-8	-7	-5	-25	-43,9

Données en fin de trimestre CVS-CJO et CVS, en milliers ; calcul des CVS-CJO Dares (demandeurs d'emploi), calcul des CVS Pôle emploi (DRE indemnisés).

Champ : France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMIT (demandeurs d'emploi) ; Pôle emploi, FNA (DRE indemnisés).

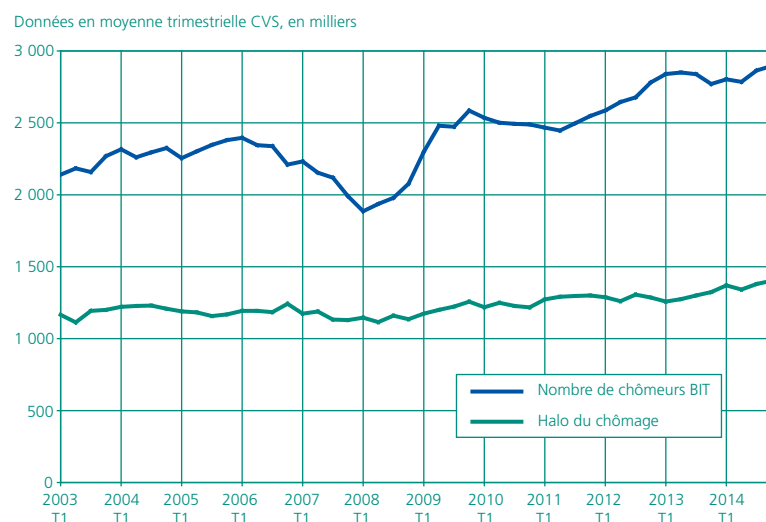
## La progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C a été légèrement plus forte en 2014 qu'en 2013

Au cours de l'année 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a continué de s'accroître pour l'ensemble des catégories A, B, C, D, E (encadré 1). En France métropolitaine, il a augmenté de 312 000 entre fin 2013 et fin 2014 (soit +5,6 %), après +321 000 (+6,1 %) en 2013. Fin 2014, 5 878 000 demandeurs d'emploi étaient, toutes catégories confondues, inscrits à Pôle emploi (tableau 6).

Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B, C (tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi) a en revanche augmenté un peu plus fortement en 2014 qu'en 2013 (+311 000, soit +6,3 % en 2014, contre +278 000, soit +6,0 % en 2013) et s'établit à 2 252 000 fin 2014 en France métropolitaine. Après une période de forte croissance entre avril 2012 et avril 2013 (+38 000 en moyenne par mois), le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a progressé moins fortement jusqu'en mars 2014 (+15 000 en moyenne par mois), puis sa hausse s'est de nouveau accentuée (+29 000 en moyenne par mois entre mars et décembre 2014), (graphique 9). Parmi ces demandeurs d'emploi, le nombre de ceux qui sont inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus a augmenté de 197 000 en 2014 (+9,6 %) pour atteindre 2 252 000. Ils représentent 43,2 % des catégories A, B, C, soit +1,3 point par rapport à fin 2013.

Parmi les personnes inscrites en catégories A, B, C, les deux tiers, soit 3 501 000 fin 2014, n'ont exercé aucune activité dans le mois (catégorie A). Ce nombre a augmenté de 189 000 en 2014 (+5,7 %), soit une augmentation de même ampleur qu'en 2013 (+179 000, soit +5,7 %) (10). En 2014, la hausse du nombre d'inscrits en catégorie A a été plus prononcée pour les hommes (+6,5 %, soit +112 000) que pour les femmes (+4,9 %, soit +77 000). Fin 2014, on compte, parmi les demandeurs d'emploi en catégorie A, 203 000 hommes de plus que de femmes.

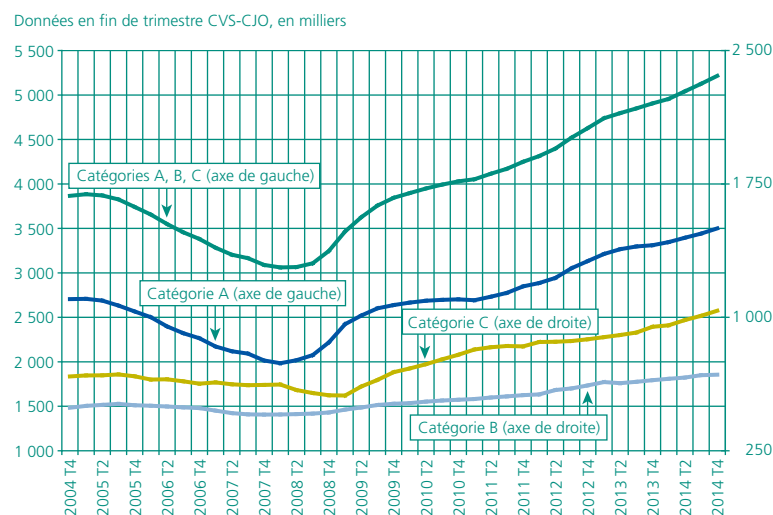
Graphique 8 • Le chômage et son halo



Concept : chômage au sens du BIT.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus de France métropolitaine.

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi



Champ : France métropolitaine.

Parmi les inscrits tenus de rechercher un emploi fin décembre 2014, 1 715 000 ont exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C). Leur nombre a augmenté de 122 000 en 2014 (+7,6 %), plus qu'en 2013 (+99 000, soit +6,6 %). La croissance de ces catégories a été plus dynamique que celle de la catégorie A (graphique 9). La pratique d'une activité réduite correspond souvent à des emplois courts ou à temps partiel, sous forme de CDD, de missions d'intérim ou de travail occasionnel [9]. En 2014, le nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (de 78 heures ou moins par mois, catégorie B) a augmenté moins rapidement que celui des demandeurs d'emploi en activité réduite longue (plus de 78 heures par mois, catégorie C) : respectivement +31 000 inscrits (+4,8 %), contre +91 000 inscrits (+9,6 %).

En décembre 2014, 3,4 % des demandeurs d'emploi qui étaient en catégories A, B, C à la fin du mois précédent sont sortis pour reprendre un emploi (-0,5 point par rapport à décembre 2013). Ce taux de sortie pour reprise d'emploi est le plus



Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2014.



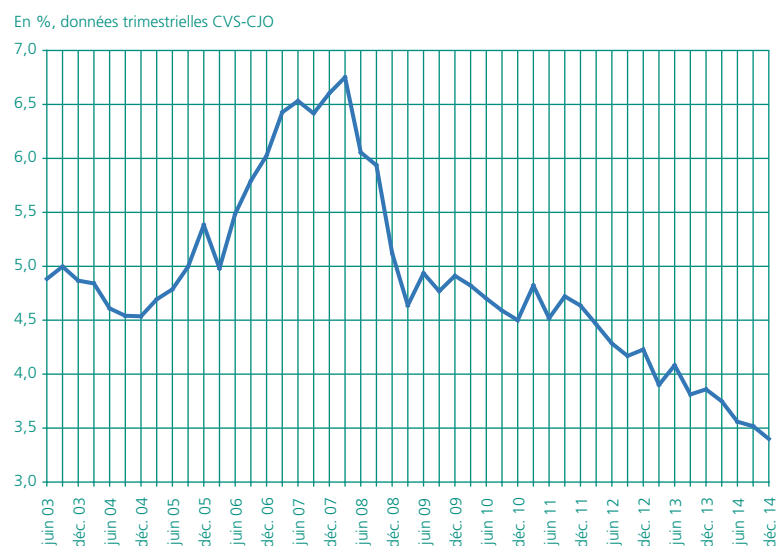
Source : Pôle emploi-Dares, STMT ; calcul des cvs-cjo Dares.

(10) Entre les moyennes des 4<sup>es</sup> trimestres 2013 et 2014, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a été de 179 000, soit légèrement supérieure à celle du nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) (+126 000), (encadré 2).

bas observé depuis 2002 [10]. Après la forte baisse due à la crise entre mars 2008 et mars 2009 (de 6,8 % à 4,6 %), il a continué de diminuer depuis, à un rythme toutefois moins soutenu (graphique 10).

Fin 2014, 662 000 demandeurs d'emploi ne sont pas tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : ils sont soit en emploi, notamment en contrat aidé ou en création d'entreprise (382 000 personnes, catégorie E), soit sans emploi (280 000 personnes, catégorie D). Cette dernière catégorie comprend les demandeurs d'emploi en stage, en formation ou en maladie, ainsi que les personnes bénéficiant d'un contrat de sécurisation professionnelle (CSP) après un licenciement économique [11].

Graphique 10 • Taux de sortie des catégories A, B, C pour reprise d'emploi



Lecture : 3,4 % des inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C à la fin novembre 2014 sont sortis de ces catégories en décembre 2014 pour reprise d'emploi.

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C à la fin du mois précédent ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT et enquête Sortants.

## La population active a augmenté en 2014, portée par la hausse du taux d'activité des seniors

### La population active s'est accrue de 177 000 personnes en 2014

Par définition, la population active regroupe les personnes en emploi et les chômeurs. Elle est ici calculée, en moyenne sur le 4<sup>e</sup> trimestre, comme la somme de l'estimation d'emploi issue des sources administratives et du chômage au sens du BIT à partir de l'enquête Emploi (encadré 1). Le nombre de chômeurs au sens du BIT s'est accru de 126 000 personnes entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2013 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2014, après la légère baisse de 2013 (-11 000) et la forte hausse de 2012 (+233 000). L'emploi total a quant à lui légèrement progressé :

en moyenne, au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 54 000 personnes de plus qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 étaient en emploi (après -4 000 en 2013 et -44 000 en 2012). Ainsi, la population active a augmenté de 177 000 personnes en 2014, après une baisse de 15 000 en 2013 et des hausses proches de 200 000 en 2012 et 2011 (tableau 7) [3].

Les évolutions de la population active résultent de deux facteurs : la démographie et les comportements d'activité. L'effet de la démographie dépend du nombre de personnes en âge de travailler et de la structure par âge de cette population. Les comportements d'activité varient notamment sous l'effet de la conjoncture, de phénomènes tendanciels comme la participation croissante des femmes au marché du travail, ou de l'impact de certaines politiques publiques, telles les réformes des retraites et les dispositifs de cessations anticipées d'activité à financement public.

Tableau 7 • Évolution de la population active, de l'emploi et du chômage

Variation annuelle des moyennes trimestrielles au 4<sup>e</sup> trimestre et niveau au T4 2014 CVS, en milliers

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Niveau au T4 2014
Population active .....	127	1	215	41	223	189	-15	177	29 317
Emploi .....	347	-86	-293	137	164	-44	-4	54	26 421
Rappel : emploi en fin de période.....	350	-164	-210	147	117	-58	53	41	26 443
Chômage .....	-220	87	508	-96	59	233	-11	126	2 896

Source : Insee, estimations d'emploi total et enquêtes Emploi 2006-2014.

Concepts : population active au sens de la comptabilité nationale, moyenne trimestrielle des estimations d'emploi total issues des sources administratives évaluée comme la demi-somme de la fin du trimestre précédent et de la fin du trimestre considéré et moyenne trimestrielle du chômage BIT (encadré 1).

Lecture : du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, la population active a augmenté de 177 000 personnes (+54 000 emploi, +126 000 chômeurs) ; au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 29 317 000 personnes sont actives.

Champ : France métropolitaine, ensemble de la population (emploi), ménages (chômage).

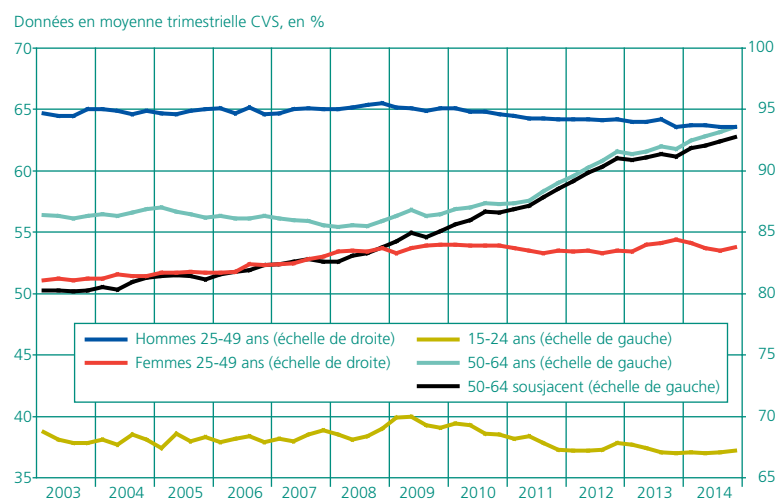
## En 2014, le taux d'activité des 50-64 ans a augmenté de près de 2 points

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, le taux d'activité au sens du BIT (encadré 1) des 15-64 ans s'élève à 71,6 % : un peu plus des trois quarts des hommes et des deux tiers des femmes en âge de travailler sont actifs (en emploi ou chômeurs). Le taux d'activité des 15-64 ans a augmenté entre fin 2013 et fin 2014 (+0,5 point). Cette hausse a été plus forte pour les hommes (+0,6 point) que pour les femmes (+0,3 point).

Plus de 80 % des femmes de 25-49 ans sont actives, leur taux d'activité progressant tendanciellement. Après un niveau le plus haut atteint fin 2013, le taux d'activité des femmes d'âge intermédiaire a cependant diminué en 2014 pour s'établir à 83,8 % en fin d'année (-0,6 point). Le taux d'activité des hommes de 25-49 ans (93,6 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2014) s'est quant à lui stabilisé, après cinq années consécutives de baisse (graphique 11).

Le taux d'activité des 50-64 ans est de 63,6 % fin 2014 (66,9 % pour les hommes et 60,4 % pour les femmes), progressant de 1,8 point sur l'année, après +0,2 point en 2013 et +2,6 points en 2012. Depuis 2003, le taux d'activité « sous-jacent » des seniors, qui corrige les effets de structure démographique (encadrée 1), est en hausse. Cette évolution est notamment liée aux réformes des retraites de 1993, 2003 et 2010 (allongement progressif de la durée de cotisation nécessaire à l'obtention du taux plein, libéralisation du cumul emploi-retraite, instauration d'une surcote, recul de l'âge légal de départ à la retraite) et aux évolutions des mesures de cessation anticipée d'activité à financement public (départ anticipé à la retraite pour carrière longue, handicap, pénibilité, amiante ; préretraite totale à financement public ; dispense de recherche d'emploi). Fin 2014, 2,8 % des 55-64 ans bénéficient d'une telle mesure (graphique 12). Alors que cette proportion était en baisse chaque année entre fin 2006 et fin 2012, elle s'est ensuite stabilisée avec le rebond des départs anticipés à la retraite pour carrière longue résultant de l'élargissement des conditions de départ à la retraite à 60 ans inscrit dans le décret du 2 juillet 2012. Par rapport à 2012,

Graphique 11 • Taux d'activité par sexe et tranche d'âge



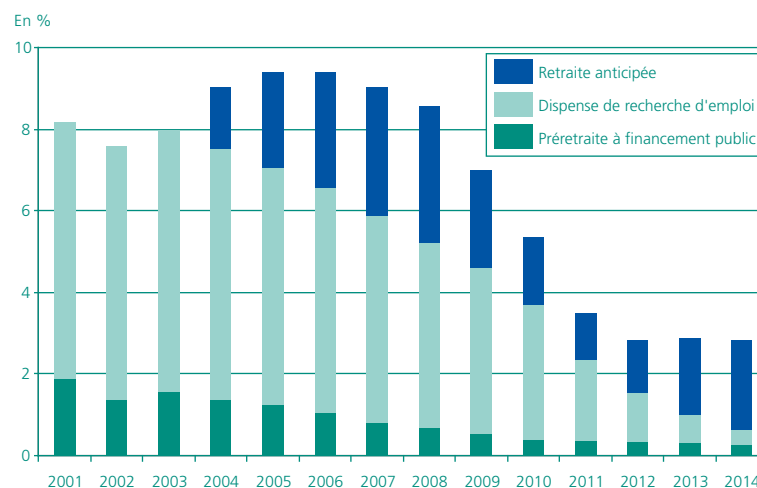
Concepts : activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans est de 83,8 %.

Champ : population des ménages de France métropolitaine.

Sources : Insee, enquête Emploi ; calcul Dares.

Graphique 12 • Poids des mesures de retrait d'activité à financements publics entre 55 et 64 ans



Lecture : fin 2014, 2,2 % des individus de 55 à 64 ans bénéficiaient d'une retraite anticipée, 0,4 % d'une dispense de recherche d'emploi et 0,3 % d'une préretraite totale à financement public.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2003 ; France entière hors Mayotte à partir de fin 2004.

Sources : Pôle emploi, DSS et Cnam (préretirés publics) ; Pôle emploi (dispense de recherche d'emploi) ; estimation Dares, données Cnav (retraite anticipée) ; Insee (population totale).

cette mesure a contribué à atténuer la progression du taux d'activité des seniors en 2014 et surtout en 2013. Par ailleurs, le cadencement de l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite à compter de juillet 2011 participe également à expliquer la quasi-stabilité du taux d'activité des seniors en 2013 et une hausse en 2014 inférieure à celle de 2012 (11).

Le taux d'activité des jeunes de 15-24 ans a quant à lui légèrement progressé en 2014 (+0,2 point), s'établissant à 37,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre, alors qu'il avait baissé de 3,0 points de mi-2009 à fin 2013, en partie du fait de l'allongement de la durée moyenne des études (12).

## La démographie pèse à la baisse sur la population active de 15 à 64 ans

La structure démographique contribue négativement à l'évolution de la population active de

(11) En 2014 (de mi-novembre 2013 à mi-novembre 2014), 8,5 générations (une génération correspond ici à un mois de naissance) ont atteint l'âge légal de départ à la retraite, contre 10,5 en 2013 et seulement 6,5 en 2012 [12].

(12) De la rentrée scolaire 2008-2009 à la rentrée scolaire 2011-2012, la durée moyenne des études (espérance de scolarisation ; études scolaires et universitaires y compris apprentissage) des 15-29 ans a augmenté de 1,7 mois (métropole+Dom hors Mayotte).

Tableau 8 • Contribution de la démographie et des taux d'activité à la variation de la population active des 15-64 ans

Variation annuelle des moyennes trimestrielles CVS au 4<sup>e</sup> trimestre, en milliers

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>15-64 ans</b>								
Variation de la population active .....	89	14	201	18	158	172	-23	140
Contribution de la démographie .....	23	-20	-9	-32	-37	-65	-65	-79
Contribution du taux d'activité.....	66	34	211	50	195	237	43	219
<b>15-24 ans</b>								
Variation de la population active .....	51	-38	3	-69	-98	9	-62	-7
Contribution de la démographie .....	-9	-9	3	-7	-23	-22	-39	-44
Contribution du taux d'activité.....	60	-29	0	-61	-74	31	-23	37
<b>25-49 ans</b>								
Variation de la population active .....	9	-67	-2	-123	-36	-133	0	-112
Contribution de la démographie .....	-5	-41	-39	-47	-37	-58	-46	-80
Contribution du taux d'activité.....	13	-26	37	-76	0	-75	45	-31
<b>50-64 ans</b>								
Variation de la population active .....	29	119	200	209	292	296	39	259
Contribution de la démographie .....	37	30	27	22	23	15	19	46
Contribution du taux d'activité.....	-8	90	173	187	269	282	20	214

Source : Insee, estimations d'emploi total et enquêtes Emploi 2006-2014.

Note : la population active a progressé de 177 000 en 2014 (tableau 7), tandis que la hausse a été de 140 000 pour les 15-64 ans. La différence s'explique par la progression de 37 000 de la population active des 65 ans ou plus.

Concepts : population active au sens de la comptabilité nationale (encadrée 1) ; la population active étant le produit de la population par le taux d'activité, son évolution entre deux dates peut s'écrire comme la somme de deux termes, traduisant pour le premier la contribution de la variation de la population à taux d'activité constant (celui de la première date), et pour le second la contribution de la variation du taux d'activité à population constante (celle de la seconde date) ; pour chaque classe d'âge, le nombre de personnes en emploi est estimé en appliquant la structure par âge observée à l'enquête Emploi (âge atteint à la date de l'enquête) à l'estimation d'emploi total.

Lecture : en 2014, l'évolution des taux d'activité par âge des 50-64 ans a contribué pour +214 000 à la variation de la population active (à population par âge inchangée, fixée au niveau de fin 2014).

Champ : population des ménages de France métropolitaine.

15 à 64 ans. En 2014, si les taux d'activité par âge détaillé étaient restés les mêmes que fin 2013, la population active de 15 à 64 ans se serait réduite de 79 000 personnes (tableau 8). Il en est ainsi depuis 2008, période à laquelle les premières générations nombreuses du « baby-boom » (générations nées entre 1946 et 1973) arrivent à l'âge de la retraite, alors que des générations moins nombreuses nées à la fin des années 80 et au début des années 90, entrent sur le marché du travail. En moyenne de 2008 à 2014, la contribution de la démographie à l'évolution de la population active a été de -44 000 personnes par an.

### La hausse de la population active en 2014 s'explique par celle du taux d'activité des seniors

Contrairement à la démographie, la contribution des taux d'activité à l'évolution de la population active de 15 à 64 ans est positive en 2014, comme chaque année depuis 2007 (tableau 9). À population inchangée à chaque âge, la population

active des 15-64 ans aurait augmenté de 219 000 personnes essentiellement sous l'effet de la hausse des taux d'activité des seniors qui jouent pour +214 000. Cette contribution du taux d'activité des 50-64 ans à la hausse de la population active est massive depuis 2008 (13), année à partir de laquelle la hausse du taux d'activité des seniors s'est amplifiée (graphique 11). Les variations des taux d'activité des jeunes de 15-24 ans jouent légèrement à la hausse en 2014 (+37 000) et celle des 25-49 ans à la baisse (-31 000).

Les seniors âgés de 65 ans ou plus sont eux aussi de plus en plus nombreux à être actifs (+37 000 en 2014), en raison principalement de l'effet de la démographie (les premières générations du baby-boom atteignent 65 ans depuis 2011) mais aussi des comportements d'activité (hausse de 0,4 point du taux d'activité « sous-jacent » des 65-69 ans en 2014).

**Sandra BERNARD (Dares), GuillaumeCHANTELOUP (Insee), Adèle GOUTTES (Dares), Jorick GUILLANEUF (Insee), Claude MINNI (coordination, Dares), Félix PAQUIER (Dares), Thierry ZILLOTTO (Dares).**

(13) À l'exception de 2013, année de stagnation de la population active en raison de la quasi-stabilité du taux d'activité des seniors.

#### Pour en savoir plus

- [1] Dares (2014), « Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2013 », *Dares Analyses* n° 052, juillet.
- [2] Lebrault G. (2015), « L'emploi intérimaire en hausse au 4<sup>e</sup> trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 024, mars.
- [3] Insee (2015), « Fiches emploi et chômage », *Note de conjoncture*, juin.
- [4] Insee (2010), « Comment expliquer les évolutions de l'emploi depuis le début de la crise ? », *Dossier de la Note de conjoncture*, décembre.
- [5] Rey M. (2014), « Les contrats d'aide à l'emploi en 2013. Forte hausse de la part des jeunes, sous l'effet du déploiement des emplois d'avenir », *Dares Analyses* n° 093, décembre.
- [6] Dares (1996). « 40 ans de politique de l'emploi », la Documentation française.
- [7] Insee (2015), « Résultats de l'enquête Emploi au premier trimestre 2015 », *Informations rapides* n° 136, juin.
- [8] Minni C. (2015), « Femmes et hommes sur le marché du travail : les disparités se réduisent mais les emplois occupés restent très différents », *Dares Analyses* n° 017, mars.
- [9] Ourliac B., Rochut J. (2013), « Quand les demandeurs d'emploi travaillent. Avec la crise, le nombre de demandeurs d'emploi en activité atteint son plus haut niveau », *Dares Analyses* n° 002, janvier.
- [10] Bernardi V., Poujouly C. (2015), « Les sortants des listes de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en décembre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 047, juillet.
- [11] Séries statistiques des dispositifs publics d'accompagnement des restructurations, Dares.
- [12] Minni C. (2015), « Emploi et chômage des 55-64 ans en 2013 : tassement du taux d'activité, forte hausse du taux de chômage », *Dares Analyses* n° 012, février.

## SOURCES STATISTIQUES, MÉTHODES D'ÉLABORATION ET DÉFINITION DES INDICATEURS

Les « **estimations d'emploi** », effectuées par l'Insee, constituent la source de référence en matière de suivi conjoncturel de l'emploi. Elles sont issues d'une synthèse de plusieurs sources statistiques d'origine administrative [A].

Les estimations définitives des effectifs en fin d'année sont issues des déclarations annuelles de données sociales (base « DADS grand format ») pour les salariés (secteur privé, entreprises publiques, fonction publique et salariés des particuliers employeurs) et de la base « non-salariés » construite à partir des données de l'Agence centrale des organismes de données sociales (Acos) et de la Mutualité sociale agricole (MSA). Conformément au concept d'emploi au sens du Bureau international du travail (BIT), elles prennent en compte toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année et sont corrigées de la multi-activité. Les évolutions trimestrielles d'emploi sont élaborées sur le champ plus restreint des salariés de secteurs principalement marchands non agricoles [B]. Elles mobilisent les données des Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) pour l'emploi salarié hors intérim et de la Dares-Pôle emploi pour l'intérim ; elles sont établies en retenant une hypothèse de stabilité de la multi-activité en cours d'année.

Le suivi du **chômage**, des **taux d'activité et d'emploi**, du **sous-emploi** se fonde sur l'enquête Emploi. Seule source statistique permettant de mesurer le chômage au sens du BIT, l'enquête Emploi est effectuée par l'Insee tout au long de l'année depuis 2003 (auparavant l'enquête était annuelle) auprès des ménages : les personnes vivant en collectivité (foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons, maisons de retraite) ne sont pas interrogées. Environ 100 000 personnes de 15 ans ou plus répondent chaque trimestre. Les résultats sont publiés en moyenne sur le trimestre et comportent comme toutes les enquêtes par sondage une marge d'erreur (+/- 0,3 point pour le taux de chômage, en niveau comme en évolution trimestrielle).

En 2013, le questionnaire de l'enquête Emploi a été rénové avec des reformulations pour certaines questions et la modification de certains filtres [1, encadré 3]. Ceci a eu un impact sur la mesure en niveau des principaux indicateurs, avec notamment un effet à la baisse de 0,5 point pour le taux de chômage. L'Insee a rétopolé les principales séries d'activité et fourni un nouveau jeu de pondérations pour les années 2003-2012 permettant de rendre les résultats comparables aux enquêtes 2013 et suivantes pour les indicateurs d'activité.

La population active occupée (en emploi) comprend les personnes ayant exercé une activité rémunérée, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence (précédant juste l'interrogation du ménage), ainsi que celles pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes (congé maladie de moins d'un an, congés payés, congé de maternité/paternité, formation rémunérée par l'employeur, chômage technique ou partiel, etc.). Parmi les personnes qui ne sont pas en emploi, sont considérées comme chômeurs au sens du BIT les personnes disponibles pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui, soit ont fait des démarches de recherche d'emploi dans le mois précédent, soit ont déjà trouvé un emploi commençant dans les trois mois suivants. Enfin, les inactifs sont les personnes qui ne sont ni en emploi, ni au chômage. Le taux d'activité (respectivement taux d'emploi, part de chômage) d'une classe d'âge est le rapport du nombre d'actifs (respectivement actifs occupés, chômeurs) de la classe d'âge à la population totale de la même classe d'âge. Le taux de chômage rapporte quant à lui le nombre de chômeurs au nombre d'actifs de la tranche d'âge considérée. Enfin, on définit deux catégories intermédiaires. Le halo autour du chômage est composé de personnes inactives au sens du BIT qui soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles, soit souhaitent travailler mais ne recherchent pas d'emploi, qu'elles soient disponibles ou non. Le sous-emploi au sens du BIT recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, ainsi que les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

Le taux d'activité « sous-jacent » d'une classe d'âge, moyenne des taux d'activité par âge détaillé, est le taux d'activité qu'aurait connu la classe d'âge si la taille de chaque génération qui la compose était identique. C'est un indicateur pertinent pour commenter les évolutions dès que les générations considérées sont de tailles différentes et que les taux d'activité par âge au sein de la classe d'âge varient sensiblement. C'est le cas pour les 50-64 ans entre 1996 et 2010, avec le vieillissement des premières générations du baby-boom.

La **population active « au sens de la comptabilité nationale »** est définie comme la somme de l'emploi résultant des estimations d'emploi et du chômage au sens du BIT. Elle est appréhendée en moyenne trimestrielle, moyenne estimée pour l'emploi comme la demi-somme de la fin du trimestre considéré et du précédent.

Les **demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi** [C]. Ils sont répartis en différentes catégories selon leur situation. Les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi sont en catégorie A s'ils ne travaillent pas au cours du mois, B s'ils travaillent 78 heures ou moins ou C s'ils travaillent plus de 78 heures. Les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi sont en catégorie D s'ils ne sont pas en emploi (stage, formation, maladie...) ou E s'ils sont en emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés). Jusque fin 2012, des personnes pouvaient être dispensées de recherche d'emploi ; elles continuaient alors à percevoir leur allocation sans être inscrites sur les listes de Pôle emploi.

Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi sont issues de la statistique mensuelle du marché du travail (STMT), produite mensuellement par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers opérationnels de Pôle emploi. Les motifs de sortie, imparfaitement connus à partir de cette source, peuvent être mesurés à partir de l'enquête Sortants réalisée chaque trimestre par la Dares et Pôle emploi.

[A] <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=sources/ope-estimations-emploi.htm>

[B] <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=30&date=20150311> (note méthodologique simplifiée dans le bandeau de droite)

[C] Une documentation méthodologique complète est disponible sur le site de la Dares <http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de-76/statistiques-78/chomage-79/la-statistique-mensuelle-du-marche-2470/statistiques-sur-les-demandeurs-d-17639.html>

## CHÔMEURS AU SENS DU BIT ET DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS SUR LES LISTES DE PÔLE EMPLOI

**Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont deux concepts différents.** Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee qui interroge un échantillon représentatif de la population (encadré 1). L'inscription sur les listes de Pôle emploi résulte quant à elle d'une démarche administrative. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi est connu par la statistique mensuelle du marché du travail (STMT), source exhaustive issue des fichiers de gestion des listes et produite par Pôle emploi et la Dares (1). La catégorie A correspond aux demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi au cours du mois.

**L'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités a priori proches.** Par exemple, une personne en emploi n'est ni en catégorie A, ni au chômage au sens du BIT. De même, une personne en formation non disponible pour travailler n'est ni inscrite en catégorie A, ni chômeuse au sens du BIT. Ainsi, lorsque le nombre de personnes en emploi ou en formation croît, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont tendance à baisser. **Cependant, ces deux réalités ne se recouvrent pas parfaitement.** Ainsi, un demandeur d'emploi en catégorie A peut ne pas être chômeur au sens du BIT ; c'est par exemple le cas s'il n'a pas effectué des actes de recherche d'emploi autres que le seul renouvellement de son inscription, le fait d'être inscrit à Pôle emploi ou d'avoir été contacté par Pôle emploi n'étant pas considérés en soi comme des démarches actives de recherche d'emploi au regard des critères du BIT. Inversement, un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi en catégorie A. C'est le cas notamment d'un chômeur suivi par une mission locale sans être inscrit à Pôle emploi ou d'un chômeur inscrit dans une autre catégorie (par exemple en catégorie D s'il est en contrat de sécurisation professionnelle, ou encore en catégorie B ou C s'il a travaillé dans le mois en dehors de la semaine de référence). **Pour ces raisons, certains événements peuvent affecter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans affecter autant celui des chômeurs au sens du BIT, ou inversement.** En particulier, les réformes ou changements de règles dans le suivi, l'accompagnement ou l'indemnisation des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi peut avoir un impact sur le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans en avoir sur le nombre de chômeurs au sens du BIT.

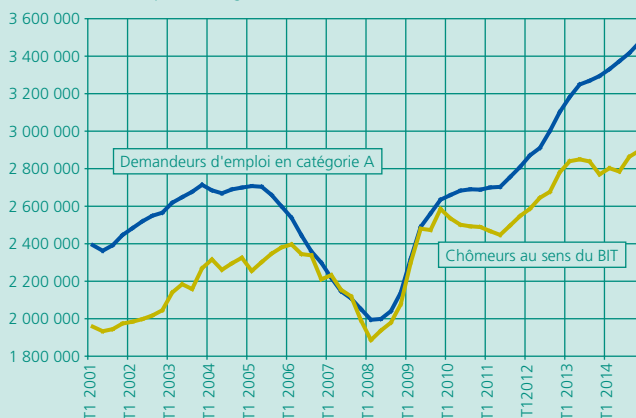
Au-delà des différences de concept, des facteurs statistiques sont susceptibles d'expliquer des divergences entre le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et celui de chômeurs au sens du BIT. Le nombre de demandeurs d'emploi est calculé à partir de données administratives exhaustives, tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT est estimé à partir de données d'enquête et comporte donc une marge d'incertitude liée au fait que seul un échantillon de la population est interrogé. Les modalités de correction des variations saisonnières diffèrent également entre les deux indicateurs. Ces facteurs statistiques ne sont cependant pas de nature à expliquer des écarts persistants ou de grande ampleur entre les deux séries.

**Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont la plupart du temps évolué de manière relativement similaire (graphique A). On distingue cependant trois périodes où l'ampleur et le sens des évolutions ont été différents.**

- Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2005 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2006, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a baissé de 348 000 tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT augmentait de 83 000. Cette divergence peut être reliée à des modifications introduites dans le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi à partir de la mi-2005 ([A], [B] et [C]).

Graphique A • Demandeurs d'emploi en catégorie A et chômeurs au sens du BIT\*

Données en moyenne trimestrielle CVS pour le nombre de chômeurs au sens du BIT ; données en moyenne trimestrielle CVS-CJO pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A



Champ : ensemble de la population (demandeurs d'emploi) et population des ménages (chômeurs au sens du BIT) ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

[A] Debauche E., Deroyon T., Mikol F., Valdelièvre H. (2007), « Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi-2005 à la fin 2006 », *Document d'étude* n° 128, Dares, août.

[B] Debauche E., Deroyon T., Mikol F. (2008), « Retour sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2005 et 2006 », *Document d'étude* n° 142, Dares, décembre.

[C] Fontaine M., Le Barbanchon T. (2012), « Évaluation du suivi mensuel personnalisé mis en place par l'ANPE en 2006 », *Document d'études* n° 175, Dares, décembre.

[D] Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013 : différences d'évolutions - avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », mars ([http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind14/20140306/Fiche\\_1\\_060314.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind14/20140306/Fiche_1_060314.pdf)).

(1) Les champs respectifs de l'enquête Emploi et des inscrits à Pôle emploi ne sont pas tout à fait les mêmes : l'enquête Emploi ne couvre que la population des ménages et ne prend donc pas en compte les personnes vivant en collectivité (cités universitaires, foyers de travailleurs...).

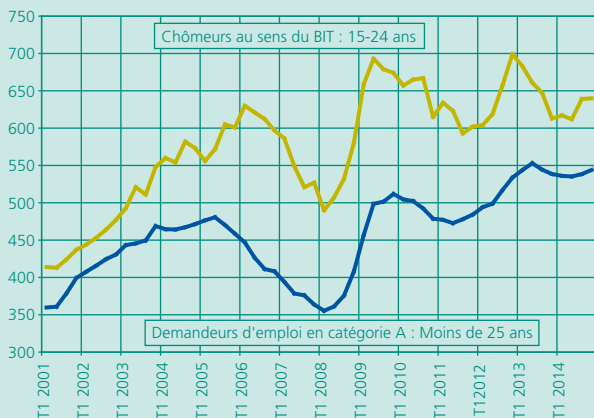
Encadré 2 (suite)

- Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté de 69 000 alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué de 138 000. Cette divergence peut s'expliquer notamment par la fermeture progressive de l'accès à la dispense de recherche d'emploi (DRE) (2), la mise en place du revenu de solidarité active (RSA) (3) et la convention d'assurance chômage d'avril 2009 (4).

- Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2014, le nombre d'inscrits en catégorie A a nettement augmenté (+271 000), tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT était quasi stable (+4 000). Des travaux, menés par l'Insee [D] et la Dares, il ressort que cette divergence s'expliquerait par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A considérés comme inactifs au sens du BIT (car ne faisant pas de recherche active), et par la baisse du nombre de chômeurs au sens du BIT qui ne sont pas inscrits à Pôle emploi. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi considérés comme inactifs dans l'enquête Emploi (dans le halo ou inactifs « purs ») suggère un phénomène possible de découragement, certaines personnes ne déclarant plus rechercher d'emploi ni même parfois souhaiter travailler dans un contexte de difficultés économiques persistantes.

Pour toutes les tranches d'âge, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et le nombre de chômeurs au sens du BIT ont tous deux augmenté en 2014. Cependant, les hausses des deux indicateurs ont été d'ampleurs différentes. Pour les moins de 25 ans (graphique B), le nombre d'inscrits en catégorie A a augmenté de 5 000 alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a augmenté de 27 000. À l'inverse, pour les autres tranches d'âge (graphiques C et D), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté plus fortement en 2014 que le nombre de chômeurs au sens du BIT (+92 000 pour les 25-49 ans et +82 000 pour les 50 ans ou plus) a augmenté plus fortement en 2014 que le nombre de chômeurs au sens du BIT (+42 000 pour les 25-49 ans et +49 000 pour les 50 ans ou plus).

Graphique B • Demandeurs d'emploi en catégorie A et chômeurs au sens du BIT, de moins de 25 ans



Champ : ensemble de la population (demandeurs d'emploi) et population des ménages (chômeurs au sens du BIT) ; France métropolitaine.

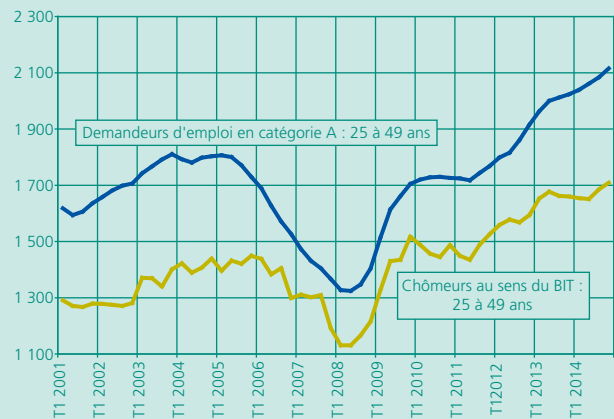
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

(2) À partir de début 2009, l'âge minimal d'accès à la DRE a été relevé progressivement avec un arrêt des entrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Combinée au relèvement de l'âge légal de départ en retraite prévu par la réforme des retraites de 2010, cette fermeture progressive de l'accès à la DRE a contribué à la hausse du nombre de seniors en catégorie A, sans que cet effet ne se répercute entièrement sur les chômeurs au sens du BIT.

(3) Avec la mise en place du RSA, l'orientation de certains bénéficiaires vers un parcours d'accompagnement vers l'emploi a été renforcée, ce qui a pu entraîner une augmentation des inscriptions à Pôle emploi.

(4) Avec cette convention, les personnes justifiant d'une durée d'affiliation comprise entre 4 et 6 mois se sont vu ouvrir des droits à indemnisation. Certaines d'entre elles ont pu s'inscrire sur les listes alors qu'elles ne l'auraient pas fait avant.

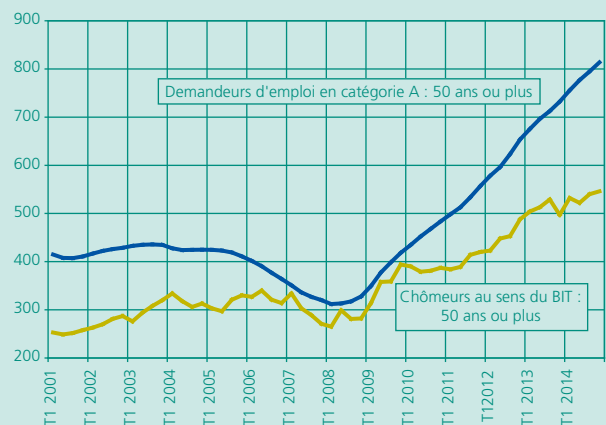
Graphique C • Demandeurs d'emploi en catégorie A et chômeurs au sens du BIT, de 25 à 49 ans



Champ : ensemble de la population (demandeurs d'emploi) et population des ménages (chômeurs au sens du BIT) ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

Graphique D • Demandeurs d'emploi en catégorie A et chômeurs au sens du BIT, de 50 ans ou plus



Champ : ensemble de la population (demandeurs d'emploi) et population des ménages (chômeurs au sens du BIT) ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.